



## Rebonds

Le renouveau de la démocratie en France ne peut pas être isolé du débat sur l'Europe.

### Pour une République européenne

QUOTIDIEN : mercredi 28 mars 2007

Stefan Collignon professeur d'économie politique à l'université Harvard. Auteur de: Vive la République européenne ! La Martinière (2004).

La VIe République approche. Si la gauche gagnait l'élection présidentielle, soit avec Ségolène Royal ou François Bayrou, la Ve République entrerait dans l'histoire. Sans doute est-ce une bonne chose : la France a besoin d'un renouveau de civisme, d'un Etat au service des citoyens (et non pas de citoyens au service de l'Etat), d'un Parlement qui représente leurs intérêts et délibère sur les meilleures solutions. Bref, la France a besoin d'une transformation de toute sa structure institutionnelle reflétant les changements profonds qui ont eu lieu dans la société depuis un demi-siècle.

Si tout cela serait souhaitable, on observe par ailleurs que le débat sur la VIe République se fait remarquablement silencieux quant à son rapport avec l'Europe.

Il apparaît que la VIe République semble plutôt émerger d'un calcul politicien que d'une réflexion sur le fonctionnement des institutions. Interrogeons donc les candidats sur la cohérence de leurs propositions.

Le renouveau de la démocratie en France ne peut pas être isolé du débat sur l'Europe. Le référendum sur le traité constitutionnel a mis en évidence que le fonctionnement de la démocratie dans l'Union Européenne et dans les Etats-nations traditionnels ne satisfaisait plus les citoyens. A l'intérieur des Etats-nations, un nombre grandissant de compétences politiques est contraint par l'Europe. 30 % de la législation passant par les parlements nationaux sont initiés par «l'Europe», c'est-à-dire essentiellement par un accord entre les administrations nationales. Cela est désiré et désirable, les intérêts collectifs des Européens étant mieux défendus quand ils unissent leurs forces. Cependant les citoyens s'aperçoivent qu'ils n'ont pratiquement aucune influence sur les grandes décisions qui se font à leur égard. L'Union européenne est gouvernée par un cartel de gouvernements qui cherchent à servir les intérêts particuliers d'une clientèle dont ils dépendent, mais l'intérêt général de l'ensemble des citoyens européens est trop souvent ignoré. Or c'est précisément en partant du fait que les citoyens européens ont déjà des intérêts en commun (l'euro, le marché unique, le modèle social, la politique extérieure, la sécurité) que nous devons parler d'une République européenne. Le problème qui se pose est que la République européenne s'ingère dans la République française sans que les citoyens Français et autres Européens puissent choisir un gouvernement pour gérer leurs intérêts européens ensemble.

La réponse à la crise de la légitimité en France et en Europe serait donc d'établir un gouvernement européen chargé de la gestion des intérêts communs de tous les citoyens de l'Union, et qui serait démocratiquement élu à la suite des élections du Parlement européen. En même temps, il est important d'établir clairement quelles sont les compétences précises de cette République européenne, comme celles de la République française, et de définir par quelles structures elles sont liées. Les Français seront alors les propriétaires, aussi bien de la VIe République, que copropriétaires de la République européenne. Evidemment une telle innovation institutionnelle nécessiterait deux nouvelles constitutions : une pour la France, une pour l'Europe. Le traité constitutionnel européen a été rejeté par une majorité d'électeurs en France et aux Pays Bas, même si sur l'ensemble des citoyens qui ont été consultés par référendum, une majorité de 4 millions se prononçait en sa faveur. Il serait donc souhaitable que le(la) futur(e) président(e) s'accorde très vite avec ses partenaires sur un nouveau traité institutionnel qui permettrait de sauver les innovations essentielles pour le bon fonctionnement de l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui. En même temps, il ou elle devrait s'engager formellement à une nouvelle Constitution qui donnera à l'Europe un gouvernement démocratique élu par les citoyens de tous les Etats membres. Cette Constitution pourrait être élaborée par le Parlement européen après les élections de 2009.

Les candidats devraient se prononcer plus clairement sur l'avenir institutionnel de la France et de l'Europe. Sans clarification, le discours sur la VIe République reste un discours de dupes. Mais nos candidats auront-

ils le courage de vraiment avancer vers une démocratie moderne ?

<http://www.liberation.fr/rebonds/243783.FR.php>

© Libération